

# L'autre banlieue

PAR OLIVIER VAN CAEMERBÈKE

Chômage, discrimination, violence... Ces mots résument pour beaucoup les cités dites "sensibles". Pourtant, y réussir est possible. La preuve, témoignages à l'appui.

**Devant l'aéroport de Pau,** une longue file de taxis attend les habituels passagers en provenance de Paris. Un chauffeur m'accueille dans son véhicule avec le sourire... jusqu'au moment où je lui annonce ma destination. « Le quartier de l'Ousse-des-Bois? C'est un coin où nous évitons de nous rendre. Trop dangereux! » Je sais que la cité est « sensible ». En 2004, déjà, elle faisait partie des vingt-trois quartiers recensés par le ministère de l'Intérieur pour être « exposés de façon récurrente aux violences urbaines ».

C'est à l'entrée du quartier que je vais rencontrer la discrète et timide Fatima, 19 ans. Cette jeune femme étonnante, qui est née et a grandi sur ce territoire mal aimé, côtoie

[[14]]

© FRÉDÉRIC DESMESURE / SIGNATURES



Fatima a découvert le tennis grâce à l'association de Yannick Noah.

aujourd'hui Rafael Nadal, Gaël Monfils, Serena Williams et bien d'autres champions du tennis. Car cette « fille des cités » est arbitre à Roland-Garros! Un itinéraire exceptionnel, rendu possible grâce à Fête le mur, l'association créée par Yannick Noah, qui permet aux jeunes des quartiers populaires de découvrir un sport longtemps réservé aux plus aisés. Quittant un court de tennis la raquette encore à la main, Ali El Karmani, responsable de l'association païloise et entraîneur, ne cache pas sa fierté d'avoir découvert la jeune femme. « Sa réussite incarne tout ce que Noah avait souhaité en montant l'association, m'explique-t-il. C'est une fille, elle est jeune, vit dans une cité sensible et elle est d'origine marocaine! Ce n'était pas gagné pour elle au départ. »

Car la banlieue a mauvaise presse. Pour près de 2 Français sur 3 <sup>(2)</sup>, y avoir son adresse est discriminant. Près d'un tiers de nos concitoyens l'associe à l'insécurité, la violence et la délinquance. Les propos d'Ali et du chauffeur de taxi illustrent cette discrimination des jeunes des banlieues, et surtout celle des enfants d'immigrés. Car si elles ne se confondent pas systématiquement, les deux questions sont souvent jumelles.

## Banlieue/immigration : la double peine ?

Dans la rigueur de ses chiffres, l'Insee le confirme : les Français dont les parents sont originaires du Maghreb sont 22 % à habiter dans les zones urbaines sensibles, contre 5 % pour ceux dont les parents sont français de naissance. Cité, quartier populaire, zone urbaine sensi-

ble..., quel que soit le nom qu'on lui donne, la banlieue concentre une population d'étrangers et de « Français issus de l'immigration », comme aime à les appeler l'Administration. C'est particulièrement vrai en Ile-de-France, où vivent 42 % des immigrés âgés de 18 à 60 ans arrivés depuis plus de quinze ans. Cas emblématique, la Seine-Saint-Denis, où 57 % des mineurs recensés sont les enfants de ces migrants. Enfants des cités et enfants d'immigrés sont donc souvent les mêmes. Et cette génération souffre.

Pas facile de décrocher un travail quand on s'appelle Mohamed, Djamilia ou Hassan... Les tests de discrimination à l'embauche <sup>(1)</sup> réalisés depuis le début des années 2000 ont montré que les candidats d'origine maghrébine ou d'Afrique subsaharienne ont, à formation et expérience comparables, 3 à 5 fois moins de chances d'être convoqués à des entretiens d'embauche que ceux d'origine européenne. A profil identique, les enfants d'immigrés connaissent un risque de chômage de 20 à 50 % plus élevé que le reste de la population. L'Institut national d'études démographiques souligne, lui, que leur taux de chômage est supérieur à celui qu'a connu, au même âge, la génération de leurs parents, alors qu'ils possèdent souvent un niveau d'éducation supérieur. Bien d'autres chiffres pourraient illustrer l'injustice sociale vécue au quotidien. « Malgré tout, tempère Hâkim Hallouch, être issu des quartiers populaires ne condamne ni à l'échec ni à l'exclusion. Il n'y a, heureusement, pas un tel déterminisme territorial. »

Hâkim Hallouch, 26 ans, fut il y a quatre ans l'un des premiers lycéens de ZEP à sortir de l'École des sciences politiques de Paris grâce à la convention Zep-Science Po. Il est aujourd'hui responsable du Pôle Égalité des chances de la prestigieuse école et élu à la Jeunesse de Saint-Ouen, sa ville natale. « Pas de fatalisme, donc, mais résider en banlieue prédispose à différentes formes de marginalisation sociale. En cause, le manque de mixité sociale, le manque de mobilité scolaire ou professionnelle de ceux qui y vivent, une école déphasée par rapport aux défis de demain, des institutions publiques qui n'impulsent plus les changements nécessaires, des garde-fous sociaux

la pauvreté et de la relégation sociale. Plus qu'un lieu, celui-ci est une forme d'organisation collective, refermée sur elle-même. Il est à la fois une cage dont tous rêvent de s'échapper et un moyen de se protéger collectivement en se mettant à l'écart des discriminations. »

Hâkim Hallouch insiste, lui, sur l'importance de remettre le pouvoir de décision politique au cœur de ces territoires. « On juge trop souvent dans des bureaux parisiens des beaux quartiers ce qui est bon pour "la" banlieue, comme si elle était unique... Le bon échelon d'action, c'est celui de la ville ou du département, à condition que les acteurs locaux y soient davantage associés. Et il faut arrêter de stigmatiser ces

## Pas facile de décrocher un travail quand on s'appelle Mohamed, Djamilia ou Hassan...

mal agencés entre eux... Oui, les populations qui y résident sont plus vulnérables que les autres », dit-il.

Les rayons des librairies croulent sous les livres qui abordent la question des banlieues. Peu le font avec le regard de Didier Lapeyronnie. Professeur de sociologie à l'université de Paris-Sorbonne et auteur de *Ghetto urbain* (R. Laffont, 2008), ce sociologue n'hésite pas à mettre des mots forts sur cette réalité. « Ceux qui vivent dans ces quartiers sont les victimes d'une double discrimination : discrimination d'adresse et discrimination d'origine, autrement dit de couleur de peau. Le ghetto urbain est le produit de la ségrégation raciale, de

quartiers et montrer aussi ce qui marche, ses millions de citoyens qui mènent une vie tranquille, ses réussites... »

L'association fondée par Yannick Noah l'affiche avec conviction, son objectif est de lutter contre l'exclusion et de permettre aux enfants « de vivre ensemble dans un esprit solidaire et citoyen ». Fatima et Samira, dont vous allez lire les portraits page suivante, illustrent que ce « vivre ensemble » est non seulement possible mais aussi qu'il est une chance pour notre pays.

1. D'après l'Ined « Population et Société » d'avril 2010 et l'enquête nationale par tests de discrimination de la DARES.

2. Sondage CSA/La Courneuve, octobre 2010

# Deux femmes au parcours gagnant

PAR OLIVIER VAN CAEMERBÈKE

## Fatima Mandir, 19 ans, arbitre à Roland-Garros

Depuis mes 17 ans, je suis arbitre à Roland-Garros, un lieu où l'on croise peu de filles originaires des cités. Certes, le destin m'a donné un coup de pouce, mais sans la volonté, à quoi sert la chance? Issue de parents d'origine marocaine, je vis dans le quartier même où je suis née — celui de l'Ousse-des-Bois, à Pau. J'aime ma banlieue, qui ne mérite pas sa si mauvaise réputation. Mon père s'y est installé à l'âge de 18 ans. Il travaille dans le bâtiment mais est actuellement sans emploi. Ma mère nous a élevés, mes quatre frères et sœurs et moi. A la maison, nous mangeons marocain, la décoration est marocaine, nous vivons à la marocaine, mais je me sens totalement française. Une Française riche de deux cultures. Lorsque la télé évoque les problèmes d'intégration des jeunes des banlieues, le terme me choque. Je ne me sens pas concernée...

Ma vie a longtemps été limitée aux rues de la cité. J'en suis sortie grâce au tennis, un sport que j'ai découvert à 8 ans en regardant de la fenêtre de

ma chambre des enfants échanger des balles sur les terrains de Fête le mur. Cette association, fondée par Yannick Noah en 1996, démocratise le tennis au sein des quartiers défavorisés. Dès qu'un match ou un entraînement commençait, je me précipitais sur les pelouses pour le suivre. Ali El Karmani, le responsable de l'antenne locale, a vite repéré mes yeux de gamine pétillants d'admiration... et d'envie. J'ai toujours été très timide et, sans son invitation à venir jouer, je n'aurais jamais découvert ce sport, auquel j'ai immédiatement accroché. A la moindre heure de libre, je prenais la direction de Fête le mur, raquette en main! Dès l'âge de 11 ans, j'ai commencé à me mesurer à d'autres joueurs lors de tournois locaux. Comme j'étais douée, mon classement s'est vite amélioré. Grâce à ces compétitions, j'ai fréquenté d'autres villes, d'autres milieux sociaux et rencontré des gens que je n'aurais jamais croisés autrement. A 15 ans, Ali m'a proposé de m'initier à l'arbitrage — ce qui ne m'a guère étonnée. Je suis une personne sérieuse, rigoureuse et calme. Trois qualités

indispensables pour juger des balles.

Août 2007: date mémorable! Pour la première fois de ma vie, je foule la terre battue de Roland-Garros. Comment décrire mon émotion en découvrant cet endroit mythique du tennis français? C'est ici, à l'occasion des championnats de France seniors, que j'ai réussi l'examen du « niveau A2 » d'arbitrage. Celui-ci m'a permis, dès l'année suivante, d'officier comme juge de ligne lors des Internationaux de Roland-Garros! Imaginez, moi, la gamine d'une cité de Pau, je me suis retrouvée le cœur battant à 100 à l'heure sur ces courts prestigieux pour juger les balles de stars comme Serena Williams, Novak Djokovic, Rafaël Nadal ou Gaël Monfils! Des moments intenses, en particulier lorsque j'étais sur le central. Pour parvenir à faire abstraction du public, je m'isolais dans ma « bulle », et me concentrais sur la ligne, consciente de ma responsabilité. Je savais que mes parents chercheraient à m'apercevoir à la télé. Et en rejoignant ma chaise avant chaque match, mes pensées allaient vers eux, qui m'ont toujours soutenue. Oui, je suis fière de moi. Arbitrer un tournoi international lorsqu'on a 17 ans, que l'on est une fille d'origine marocaine qui a grandi dans une cité, ce n'est pas banal!

Aujourd'hui, j'ai arrêté les compétitions de tennis pour céder la priorité



à mes études d'économie et de gestion à la faculté de Pau. Mais je continue à arbitrer et serai à Roland-Garros en mai prochain.

A Pau, j'ai rejoint depuis 2010 l'équipe des éducateurs de Fête le mur: à mon tour d'initier les petits de 6 à 8 ans! Pour moi, il est essentiel de transmettre ce que j'ai reçu. Non pas que je me sente « l'ambassadrice de la réussite des banlieues », mais partager ma passion avec ces enfants permet de faire changer les choses dans la cité. Les jeunes qui y vivent ont un énorme potentiel. A moi, aussi, de les aider à ne pas baisser les bras!



Son interview vidéo sur [selectionclik.com](http://selectionclik.com)

## Samira Djouadi, 40 ans, déléguée générale de la Fondation TFI.

Je suis née il y a quarante ans à Aubervilliers, de parents nés au Maroc. Mon père travaillait dans une charcuterie industrielle, et ma mère nous a élevés, mes sept frères et sœurs et moi. De mon enfance en banlieue je garde le souvenir d'une vie agréable, où régnaient l'entraide, la solidarité et le respect des jeunes envers les adultes. Cette banlieue-là n'existe plus. Omniprésent, le manque de respect est la racine de la violence qui gangrène les cités. J'étais bonne élève et aussi très sportive. Après le collège, je suis partie pour Fontainebleau suivre un cursus Sport études. Mais j'ai vite réalisé que j'aspirais à une vie plus intellectuelle que celle d'athlète du 800 m qui me tendait les bras. Premier changement de cap ! J'obtiens mon bac, puis un BTS en comptabilité-gestion. Une erreur ? Peut-être. Car la vie de bureau n'est décidément pas faite pour moi. Retour, donc, à ma première passion ; je deviens prof de sport — un métier que je vais exercer pendant douze ans dans un collège de La Courneuve. J'y côtoie chaque jour des gamins de 10 à 15 ans, fous de sport, incollables sur les histoires des clubs, des joueurs, des championnats de foot ou de basket. Rêvant tous de devenir Zidane ou Tony Parker. Mais aucun ne réalise qu'il y a mille et une autres manières de vivre de sa passion du sport : écrire, raconter, filmer, photographier, voilà qui est à leur portée et peut les combler ! Je

rumine l'idée pendant plusieurs mois. Jusqu'en 2000, où je décide de quitter mon boulot — de toute façon, je ne me vois pas rester prof de sport jusqu'à la retraite — pour monter une association : Sport'AVie. Son but ? Initier, avec l'aide de professionnels, les enfants d'Aubervilliers aux reportages écrits et filmés, à la photographie, au montage vidéo, etc. L'univers des médias m'est totalement inconnu, et je n'y ai bien entendu aucun contact. Qu'importe. Avec la volonté, j'y arriverai ! Un objectif ambitieux s'impose à moi : emmener ces jeunes couvrir la Coupe du Monde de football de Séoul, en 2002. Pour cela, il me faut un sponsor. Et puisque TFI diffuse l'événement, pourquoi ne pas solliciter la chaîne ? Pendant six mois, en 2001, je « harcèle » quotidiennement la secrétaire du président, Patrick Le Lay, pour décrocher un rendez-vous. Quand le jour tant attendu arrive, celle-ci, qui s'était prise de sympathie pour moi, m'annonce, folle de joie : « Samira, il accepte de te rencontrer ! » Je respecte les gens de pouvoir, mais ils ne m'impressionnent pas. Lorsque je pénètre dans le grand bureau du président Le Lay, je ne ressens ni fausse pudeur ni gêne : j'expose et défends mon projet avec la même passion que si je m'adressais à mon entourage. Cette sincérité le touche. Une heure plus tard, je quitte la fameuse tour de Boulogne-Billancourt avec la promesse du président Le Lay de financer l'association et de mettre à notre disposition des salariés du groupe TFI.

© FELIX LEDRU



Samira Djouadi.

### En 2006, à ma grande stupéfaction,

Patrick Le Lay m'invite à rejoindre l'équipe des commerciales de la régie publicitaire du groupe. « Si tu as réussi à me prendre de l'argent, me glisse-t-il, tu peux en obtenir de n'importe qui ! » J'accepte le poste et lui souffle l'idée de créer une fondation pour la diversité, sur le modèle de Sport'AVie. Celle-ci reçoit un accueil d'autant plus favorable que, à l'époque, la chaîne réfléchissait à une idée similaire. La Fondation TFI voit le jour en 2007. Moins d'un an plus tard, elle accueille ses premiers jeunes issus des quartiers populaires. Concrètement, depuis 2008, nous offrons chaque année à une dizaine d'entre eux deux ans d'expérience au sein de TFI, une formation interne, en école ou en contrat de professionnalisation, ainsi qu'un parrain pour les épauler et les guider dans l'entreprise. Ces garçons et filles sont recrutés sur dossier : une dizaine de places pour 400 de-

mandes. Inutile de préciser que ce sont des bat-tants ! Comment pourrait-il en être autrement ? Depuis toujours ils luttent contre un environnement social et scolaire qui tend à les conduire tous dans les mêmes voies de garage. La première « promotion » est sortie en 2010. Sur les huit jeunes, trois ont été embauchés en CDI au sein du groupe TFI. Les autres ont trouvé un em-

ploi ailleurs ou poursuivi leurs études. La plupart nourrissent depuis toujours le goût des médias. Mais je veux aller plus loin et ouvrir la fondation aux autres métiers du groupe. L'an passé, l'une de mes recrues a rejoint le département des ressources humaines. C'est un bon début !

Les jeunes qui intègrent la fondation lèvent bon nombre de préjugés. Ils séduisent les salariés de TFI par leur énergie, leur bonne humeur, leurs compétences... Sans compter qu'ils donnent l'exemple à leurs potes. Nombreux sont les jeunes qui, dans les cités, adoptent la posture de la victime condamnée à l'échec par son milieu. Je dis « Non au fatalisme ! » La banlieue peut être une chance. Je suis devenue ce que je suis parce que j'y suis née et que j'y ai vécu. Ni mon adresse ni mon nom n'ont jamais constitué un handicap insurmontable. Le chemin de la réussite existe. Y croire, c'est déjà l'emprunter. ■